

Crédit Mutuel Centre Est Europe,
Sud-Est, Ile-de-France,
Savoie Mont-Blanc, Midi-Atlantique,
Dauphiné-Vivarais, Centre,
Loire-Atlantique et Centre-Ouest,
Méditerranéen, Normandie,
Anjou,
Crédit Industriel et Commercial



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Groupe CM11-CIC

30 JUIN 2013

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Des copies de ce document peuvent être obtenues sans frais sur simple demande au siège de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel
Siège social : 34 rue du Wacken 67913 Strasbourg Cedex 9
Tél. 03 88 14 88 14 – Télécopieur 03 88 14 67 00

**ATTESTATION
DU
RESPONSABLE**

Responsable du rapport financier semestriel

M. Michel LUCAS,
Président du Conseil d'administration de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel

Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 2 août 2013

Michel LUCAS
Président du Conseil d'administration

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

L'action décisive des banques centrales dans le monde entier a permis de mettre un terme à la spirale négative de 2012. Malgré l'ampleur de l'assouplissement monétaire, l'activité économique peine à repartir. Seuls les Etats-Unis semblent aujourd'hui véritablement sortis de la crise. En Europe, si la dégradation est de moins en moins brutale, la récession se poursuit et cela devrait durer jusqu'à la fin de l'année. De plus, alors qu'ils avaient jusqu'à maintenant bien résisté à la crise économique, les pays émergents peinent à trouver un second souffle. Leurs rythmes de croissance continuent de baisser, pénalisés par le recul de la demande en provenance des pays développés.

Les Etats-Unis donnent le tempo de la sortie de crise. Malgré des mesures d'austérité conséquentes en début d'année, l'activité a résisté. Les hausses d'impôts ont été absorbées par les ménages qui n'ont pas hésité à puiser dans leur épargne, signe de leur confiance retrouvée en l'avenir. Cette amélioration de l'économie reste soutenue par un secteur immobilier en pleine reprise. La hausse des prix se fait conjointement à celle des volumes vendus, ce qui permet un épuisement des stocks et par ricochet une remontée des mises en chantier. Cette accélération de la dynamique de croissance devrait se poursuivre au cours du second semestre, ce qui a incité la Fed à infléchir sa stratégie. Elle envisage désormais de réduire le montant de ses achats mensuels de titres (85 MM\$ actuellement) avant la fin de l'année. Cet ajustement a eu pour conséquence une remontée des taux souverains américains qui ont entraîné ceux du monde entier avec une sortie importante de capitaux des pays émergents. Le mouvement haussier devrait se poursuivre lentement, accompagné par une remontée du dollar face à l'ensemble des monnaies.

En Europe, le positionnement en tant que prêteur en dernier ressort de la BCE a permis une poursuite de la détente sur les marchés financiers tout en soutenant un ralentissement de la dégradation du contexte économique. Malgré la dissipation des craintes de disparition de la monnaie unique, les nuages restent nombreux dans le ciel européen. L'Italie a été confrontée à un blocage politique majeur qui a fini par déboucher sur une coalition fragile laissant craindre un fléchissement dans la volonté d'assainissement des finances publiques. L'autre dossier anxiogène est venu de Chypre. La crise bancaire qui a agité le pays a imposé au gouvernement de solliciter l'aide de ses partenaires. Cette dernière a été consentie dans la douleur et au prix d'une restructuration complète du système financier du pays. La mise à contribution des créanciers privés a été fixée comme un préalable indispensable à l'injection de fonds publics. Cette nouvelle approche de la gestion des faillites bancaires devrait désormais être la norme en Europe. Dans le cadre des discussions autour de la création de l'Union bancaire, les Etats européens se sont entendus sur une surveillance unique par la BCE et sur l'uniformisation des règles des pays pour gérer les faillites bancaires. Les discussions sont toutefois loin d'être achevées et la rupture du lien entre risque bancaire et risque souverain qui doit en découler est loin d'être acquise.

Le premier semestre a été marqué en Europe par un revirement de la Commission européenne sur la prépondérance de l'austérité. La contraction des PIB a annihilé une grande partie des efforts consentis par les Etats en difficulté alimentant les craintes d'une récession sans fin, nourrie par les coupes budgétaires à répétition. Si les Etats sont incités à poursuivre leurs réformes structurelles, un délai supplémentaire leur a été accordé pour atteindre leurs objectifs de réduction des déficits publics. Cet ajustement, le maintien d'une politique monétaire accommodante et les premiers résultats des réformes entreprises ont permis à l'économie européenne d'amorcer une phase de stabilisation. Si les taux de croissance restent en territoire négatif, la chute est de moins en moins brutale et un retour à la croissance est désormais attendu en 2014.

En France, l'équilibre entre austérité et croissance reste délicat à trouver. Les deux années supplémentaires octroyées par la Commission européenne pour atteindre l'objectif de 3% de déficit public vont permettre d'éviter de faire plonger le pays en récession en limitant l'ampleur des coupes budgétaires et des hausses d'impôts. Malgré cela, le gouvernement devra poursuivre les réformes de fond pour assurer la crédibilité de la signature de l'Etat et éviter un choc sur les taux souverains. Toutefois, depuis plusieurs mois, la confiance des entreprises et les carnets de commandes se redressent aidés par la demande mondiale, laissant penser que le point bas économique est atteint. Toutefois, les perspectives de rebond restent limitées et il sera très difficile d'atteindre un taux de croissance positif en 2013.

Au Japon, la banque centrale (BoJ) a mis en place, début avril, une stratégie d'électrochoc, pour tenter de dynamiser l'économie du pays et de lutter contre la déflation. Avec un programme d'achat d'obligations souveraines d'une ampleur historique, la BoJ n'a pas déçu sur sa volonté d'agir. Cette action monétaire succédait à un stimulus budgétaire, et a été suivie d'un plan de réformes structurelles, dont la mise en œuvre devrait débiter à l'automne, qui ont composé les « trois flèches » de la stratégie économique du gouvernement.

Dans les pays émergents, le contexte économique s'est dégradé au cours du premier semestre. La faiblesse de la demande en provenance des pays développés pénalise leurs exportations alors que leur demande intérieure n'est pas suffisamment robuste pour prendre le relais. De plus, les pays dont le modèle de croissance s'appuie sur les matières premières sont impactés par le fléchissement de la Chine, actuellement en pleine réforme pour accélérer la libéralisation de son économie. Malgré les mesures de soutien budgétaire et monétaire adoptées par l'ensemble des pays émergents, cette faiblesse risque de se poursuivre, notamment du fait des retraits massifs de capitaux induits par le changement de stratégie de la Fed. La perspective d'une moindre abondance des liquidités dans le monde risque d'accroître le coût du crédit, réduisant ainsi le potentiel de hausse des investissements, indispensables au maintien de la dynamique de croissance des dernières années. Le rythme d'augmentation du PIB des pays émergents devrait donc stagner dans les prochains mois avant de se reprendre progressivement en fin d'année, aidé par la sortie de crise de l'Europe et la bonne santé des Etats-Unis.

ACTIVITE DU GROUPE CM11-CIC AU PREMIER SEMESTRE 2013

➤ Une activité commerciale soutenue

Le développement commercial s'est poursuivi au premier semestre 2013. Le groupe compte plus de 23,8 millions de clients au 30 juin ; les réseaux bancaires CM11 et CIC affichent une progression globale de près de 180 000 clients.

Les dépôts bancaires s'élèvent à près de 215 milliards d'euros (+5,2%). L'augmentation de l'encours de plus de 10 milliards d'euros résulte principalement des dépôts sur livrets bleus et A (+20,5%) et de l'évolution des comptes courants supérieure à 10%.

L'encours total des crédits à 273 milliards d'euros est en hausse de 3,9 milliards (+1,4%). A l'instar de 2012, cette variation est portée par les crédits d'investissement (+1,8 milliard ; +4,1%) et ceux à l'habitat (+2,4 milliards ; +1,7%). Cela illustre la volonté constante et ancienne du groupe CM11-CIC de soutenir les projets des entreprises et des particuliers, tant au plan national que régional.

En matière d'assurances, le nombre des contrats atteint 25,7 millions (+5,4% en brut). Le chiffre d'affaires consolidé assurance augmente de 29,9% bruts à 5,3 milliards d'euros grâce à une collecte soutenue en assurance vie et à l'intégration de la société Agrupacio AMCI (Espagne) qui représente 82 millions d'euros pour ce premier semestre.

RESULTATS DU GROUPE CM11-CIC AU PREMIER SEMESTRE 2013

➤ Résultats financiers consolidés

Bilan consolidé

Le total bilan du groupe CM11-CIC s'élève à plus de 494 milliards d'euros.

Les encours de crédits à la clientèle ont progressé de 1,4% à 273 milliards d'euros portés par les crédits d'investissement (+4,1%) et les crédits habitat (+1,7%).

L'épargne totale gérée et conservée augmente de 5,4% à 510,5 milliards d'euros, dont 214,9 milliards concernent les dépôts comptables¹ (+5,2%). Le groupe CM11-CIC a enregistré une collecte nette de près de 11 milliards d'euros.

Ces évolutions conduisent à un ratio « crédit / dépôt » de 126,9% au 30 juin 2013 contre 131,6% un an auparavant, favorisant l'adaptation aux exigences réglementaires Bâle III.

Les réseaux bancaires du CM11-CIC voient l'encours des crédits bruts et des dépôts comptables progresser respectivement de 0,9% à 231,8 milliards d'euros et de 4,4% à 182,9 milliards d'euros.

Le métier de la banque de financement gère un encours de crédits de plus de 14,7 milliards d'euros (-1% par rapport à décembre 2012) et des dépôts de 4,5 milliards d'euros (-19%).

La banque privée procure au groupe un excédent de ressources de près de 8,2 milliards d'euros au 30 juin 2013, l'encours de crédits s'élevant à 7,8 milliards d'euros (+4,3% comparé au 31 décembre 2012) et les dépôts à plus de 16 milliards (+0,9% par rapport à fin 2012).

Dans le métier de capital-développement, le groupe accompagne ses entreprises clientes de façon pérenne. Au 30 juin 2013, le portefeuille s'élève à 1,6 milliard d'euros d'encours investis dont 83% le sont dans des entreprises non cotées. Ce métier gère également un encours de 663 millions d'euros pour compte de tiers.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution % ¹
Produit net bancaire	6 062	5 831	+3,2%
Résultat brut d'exploitation	2 191	2 119	+3,3%
Résultat avant impôt	1 603	1 505	+6,3%
Résultat net	1 010	959	+5,1%

¹ Evolution à périmètre constant

Au 30 juin 2013, le PNB global du groupe CM11-CIC s'établit à 6 062 millions d'euros contre 5 831 millions au 30 juin 2012 (+3,2%), grâce à l'amélioration de la marge d'intérêt et aux commissions nettes perçues.

Les frais de fonctionnement se montent à 3 872 millions d'euros à fin juin 2013 contre 3 712 millions en juin 2012 (+3,2%), essentiellement en raison des nouvelles mesures fiscales et sociales (taxe sur risque systémique, augmentation du forfait social et de l'imposition de la participation et de l'intéressement des salariés). Néanmoins, le coefficient d'exploitation reste stable à 63,9%.

¹ Les émissions de la SFEF ne sont pas prises en compte dans les dépôts clientèle

Hors impact de la perte de 30 millions d'euros enregistrée sur les titres souverains grecs en 2012, le coût du risque ressort à 551 millions d'euros (+2,5% par rapport au 30 juin 2012). Le coût du risque avéré découlant de l'activité clientèle augmente de près de 31 millions d'euros; conséquence de la crise économique. Le coût du risque global rapporté aux encours de crédits est stable à 0,38% et le ratio de couverture global des créances douteuses se situe à 63%.

Le résultat net à 1 010 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 959 millions en juin 2012, est en augmentation de 5,1%.

Capitaux propres et solvabilité

Au 30 juin 2013, les capitaux propres comptables et TSS s'élèvent à près de 32 milliards d'euros.

Au cours du semestre, les agences de notation Moody's et Fitch ont confirmé la note à long terme de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel. Standard & Poor's a baissé celle-ci d'un cran. Cette dégradation, liée aux perspectives et à l'environnement économique de la France, ne remet pas en cause les fondamentaux du Crédit Mutuel. Aussi, les notes du groupe restent-elles dans les niveaux les plus élevés attribués aux autres banques françaises.

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Note à long terme	A	Aa3	A+

En février 2013 et pour la deuxième année consécutive, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel se classe au premier rang des banques françaises privées du classement Global Finance des 50 banques les plus sûres au monde, en 38ème position.

Par ailleurs selon le baromètre Posternak-Ifop du mois de mai 2013, le Crédit Mutuel figure au 6ème rang du classement de l'image des grandes entreprises françaises et au 1er rang des banques.

➤ **Activités et résultats des principales filiales du Groupe CM11-CIC**

La banque de détail, le cœur de métier

La banque de détail est le cœur de métier du groupe CM11-CIC avec le réseau des Caisses de Crédit Mutuel, la Banque Européenne du Crédit Mutuel, le réseau du CIC, CIC Iberbanco, le réseau TARGOBANK en Allemagne et en Espagne, le groupe Cofidis, la Banque Casino et les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par les réseaux : crédit-bail mobilier, location avec option d'achat, crédit-bail immobilier, crédit vendeur, affacturage, gestion collective et épargne salariale.

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution % ¹
Produit net bancaire	4 645	4 356	+6,4%
Résultat brut d'exploitation	1 677	1 455	+15,2%
Résultat avant impôt	1 180	1 006	+17,3%
Résultat net	777	656	+18,6%

¹ Evolution à périmètre constant

Au 30 juin 2013, le PNB progresse de 6,4% à 4 645 millions d'euros. Ceci découle de l'évolution favorable de la marge d'intérêt et de l'augmentation des commissions nettes encaissées sur les crédits et les produits d'assurance.

Les frais généraux restent maîtrisés (+1,9%) permettant ainsi une amélioration du coefficient d'exploitation à 63,9%. Le coût du risque à 519 millions (+64 millions d'euros) traduit la dégradation de la situation économique affectant principalement la clientèle professionnelle et entreprises.

Le résultat net s'élève à 777 millions d'euros, soit +18,6% par rapport au 30 juin 2012.

▪ *Les réseaux bancaires*

Groupe CM11

Le nombre de clients augmente de plus de 60 000 à près de 6,75 millions à fin juin 2013.

Les encours des crédits croissent de 1,6 milliard d'euros à 104,4 milliards au 30 juin 2013 (+1,6%). Les crédits d'équipement et les prêts à l'habitat enregistrent des variations respectives de +3,9% et +1,6%.

Les dépôts comptables sont en hausse de plus de 3,6 milliards d'euros, portant l'encours total à plus de 83,6 milliards d'euros. Les encours du Livret Bleu et des comptes courants ont le plus progressé avec des taux respectifs de +16,2% et +4,4%.

Le PNB augmente de 120 millions d'euros à 1 556 millions et les frais généraux de 2,2% à 1 024 millions. Le coût du risque avéré ressort à 53,7 millions (+2,7%). Le résultat net atteint 306 millions d'euros, en augmentation de plus de 21% par rapport à juin 2012.

CIC

Il poursuit l'amélioration de la qualité de son réseau avec la création de 19 points de vente et gagne 125 500 nouveaux clients par rapport à juin 2012.

L'encours de crédits s'établit à 104 milliards d'euros (+1,7 milliard par rapport à juin 2012). Les dépôts comptables atteignent près de 83 milliards d'euros à fin juin 2013 (+4%).

Le PNB du réseau se situe à 1 532 millions d'euros au 30 juin 2013, en hausse de 6%. Les frais généraux restent maîtrisés à 1 087 millions (+1%). Le coût du risque ressort à 127 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 85 millions au premier semestre 2012. Le résultat net est à 208 millions d'euros, en hausse de 12%.

Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)

Au premier semestre 2013, malgré un contexte économique difficile, la BECM poursuit sa stratégie de développement de son fonds de commerce via la conquête de nouveaux clients qui a doublé et la commercialisation des produits et services à valeur ajoutée des filiales du groupe.

La diminution des besoins de financement à court terme des entreprises françaises et la désintermédiation des financements des sociétés foncières au profit des émissions obligataires pèsent sur les encours de crédits au bilan qui, à 10,5 milliards d'euros, diminuent de 3,4% par rapport au 30 juin 2012. Parallèlement, les ressources comptables augmentent de 17,3% contribuant ainsi à faire baisser l'écart crédit-dépôts comptables de 1,3 milliard.

A fin juin 2013, le PNB ressort à 99 millions d'euros (+1,0 %). Le coût du risque net s'établit à 6,7 millions d'euros. Le résultat net comptable est stable à près de 31 millions d'euros.

TARGOBANK Allemagne

L'activité commerciale a poursuivi sa progression.

La production de prêts personnels, à 1 351 millions d'euros, est en hausse de 2,7% par rapport à celle du 1^{er} semestre 2012. Les 12 agences ouvertes au cours des 12 derniers mois ainsi que le lancement d'une offre de crédit automobile en ligne contribuent à ces bons résultats.

Les encours de crédits s'établissent ainsi à 10,5 milliards d'euros fin juin 2013, en hausse de 348 millions (+3,5%) par rapport à fin juin 2012. Au 30 juin 2013, les dépôts comptables s'établissent à 11,2 milliards d'euros.

L'activité de gestion de patrimoine croît également de manière notable. En particulier, la commercialisation, depuis octobre 2012, de deux fonds conservateurs spécialement développés avec CM-CIC Asset Management pour les besoins du marché allemand, a porté le volume d'actifs placés en fonds du groupe à plus de 260 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le résultat net se monte à 124 millions d'euros, soit +13,6% par rapport au premier semestre 2012. Les frais généraux et le coût du risque sont stables. En revanche, le PNB, soutenu notamment par la reconstitution progressive du stock d'encours de crédits, connaît une hausse : 31 millions d'euros (+4,9% par rapport au premier semestre 2012).

TARGOBANK Espagne

(Filiale consolidée par intégration proportionnelle à hauteur de 50%)

Les activités évoluent positivement malgré une conjoncture économique difficile. Le nombre de clients s'élève au 30 juin 2013 à plus de 235 000 ; la clientèle de particuliers représente plus de 82%. En ce qui concerne la clientèle entreprises, la banque affiche +25% d'entrées en relation par rapport à fin juin 2012.

Les encours de crédits atteignent 1,15 milliard d'euros au 30 juin 2013 (+22%), se répartissant entre la clientèle d'entreprise (57%) et les particuliers (43%).

Les dépôts comptables enregistrent une bonne performance : +5,7% à 832 millions d'euros à fin juin 2013 ; résultant notamment des dépôts à terme (+9,2%) qui représentent 59% de l'encours.

Le résultat net est à 3,7 millions d'euros soit plus du double de l'an dernier. Cette croissance s'explique par :

- une hausse du PNB de 21,9% à 23 millions d'euros, générée par une amélioration de la marge d'intérêt liée principalement à une baisse du coût des ressources favorisée par une récente recommandation de la Banque d'Espagne ;
- des frais généraux contenus à 12,9 millions d'euros ;
- des produits financiers exceptionnels de l'ordre de 1 million d'euros.

Le coût du risque s'élève à 6,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 4,1 millions fin juin 2012. Le coût du risque global rapporté aux encours de crédits ressort à 1,1%.

▪ *Les métiers d'appui de la banque de détail*

Ils ont dégagé un PNB de 750 millions d'euros à fin juin 2013 contre 711 millions à fin juin 2012. Le pôle crédit à la consommation représente 80% de cet ensemble.

❖ Le crédit à la consommation

Groupe COFIDIS

Les données chiffrées n'incluent pas le groupe SOFEMO, dont le capital a été apporté par la BFCM à Cofidis Participations via un accord signé le 30 avril 2013.

Les financements du groupe Cofidis Participations sont en hausse de +7% par rapport à 2012 alors que le crédit à la consommation est plutôt en baisse dans les principaux pays où le groupe est implanté. La croissance est surtout portée par le crédit classique et par le partenariat. Le crédit renouvelable se maintient au niveau de 2012.

Le PNB s'élève à 551 millions d'euros (+2,8% par rapport à 2012). Cette évolution s'explique essentiellement par le niveau bas des frais financiers au premier semestre 2013 compensant la baisse du taux facturé au client.

Les frais liés au chantier de convergence informatique expliquent la hausse de 0,9% des frais généraux. Ces derniers sont stables sur les autres éléments.

Le coût du risque s'affiche à 205 millions d'euros ; après retraitement de la reprise de décote sur les crédits restructurés portée en PNB, il est stable par rapport au 30 juin 2012.

Le résultat net, à 54 millions d'euros, est à un niveau comparable au premier semestre 2012.

Banque Casino

(Filiale consolidée par intégration proportionnelle à hauteur de 50%)

Dans un marché en baisse, Banque Casino a connu une progression significative de la production de crédits (+18%) et du recrutement de porteurs de cartes de débit – crédit (+63%) L'encours moyen de crédit sur la période est en hausse de 8% à 552 millions d'euros.

Le PNB s'affiche à 18,1 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 20 millions en 2012, la baisse de la marge d'intérêt étant partiellement compensée par l'augmentation des commissions. Le niveau d'activité couplé à une bonne maîtrise des frais de gestion et du coût du risque permet de revenir à l'équilibre en résultat.

L'assurance, deuxième métier

Le Crédit Mutuel a créé et développé la bancassurance depuis 1971. Cette longue expérience permet aujourd'hui à cette activité, exercée à travers les filiales du holding Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) - notamment ACM VIE SA, SERENIS VIE, ACM IARD, SERENIS ASSURANCES, PARTNERS ASSURANCES en Belgique, ICM LIFE au Luxembourg et depuis fin 2012 Agrupacio AMCI en Espagne, d'être pleinement intégrée dans le groupe CM11-CIC.

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution % ¹
Produit net bancaire	770	639	+15,7%
Résultat brut d'exploitation	553	456	+20,8%
Résultat avant impôt	509	460	+10,0%
Résultat net	312	292	+6,6%

¹ Evolution à périmètre constant

Au 30 juin 2013, la collecte globale du marché croît de 7%, portée par les cotisations d'assurance vie en hausse de 10% (à fin mai), à plus de 8 milliards d'euros nets. En revanche, la progression des cotisations en assurances de biens ralentit.

Le chiffre d'affaires du GACM, à périmètre constant, ressort à 5,3 milliards (+28%). La progression est surtout notable en assurance vie avec une collecte de 3,4 milliards en hausse de 45% par rapport au 1^{er} semestre 2012. La collecte nette se monte à 1,3 milliard soit près de 15% de la collecte nette de l'ensemble du marché.

Les assurances de biens totalisent 722 millions d'euros de chiffre d'affaires (+7%). Les assurances de personnes atteignent 1,2 milliard d'euros de cotisations (+4%).

Ce dynamisme a permis de verser aux différents réseaux commercialisateurs 547 millions d'euros de commissions, soit 4,2% de plus qu'en 2012.

La bonne tenue des résultats techniques permet d'afficher un PNB de 770 millions d'euros (+16% à périmètre constant par rapport au 1^{er} semestre 2012). Pour la 1^{ère} fois, ces résultats intègrent la nouvelle filiale espagnole, Agrupacio AMCI qui contribue pour près de 30,7 millions d'euros au PNB.

Les frais généraux augmentent de 3,0% (à périmètre constant) à 217 millions d'euros.
Le résultat d'exploitation ressort à 553 millions d'euros.

Le résultat net se monte à 312 millions (+7% à périmètre constant).

La banque de financement

Ce métier comprend le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements à valeur ajoutée (de projets, d'actifs et d'acquisitions,...), les activités internationales et les succursales étrangères.

A fin juin 2013, ce métier gère des encours de 14,7 milliards d'euros de crédits et 4,5 milliards de dépôts. L'épargne financière détenue s'élève à 80,3 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	151	178	-14,9%
Résultat brut d'exploitation	102	133	-23,0%
Résultat avant impôt	91	102	-10,9%
Résultat net	61	68	-10,3%

La compression de la marge financière explique le recul du PNB, qui s'établit à 151 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 178 millions à fin juin 2012. Les frais généraux impactés notamment par la taxe sur risques systémiques s'élèvent à 49 millions d'euros contre 45 millions fin juin 2012. Le coût du risque diminue de 19 millions d'euros, à 11 millions, la hausse du coût du risque avéré étant compensée par une sensible baisse des provisions collectives.

Le résultat net s'affiche à 61 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les activités de marché et de refinancement

« CM-CIC Marchés » assure les métiers de refinancement du groupe CM11-CIC, de commercial et d'investissement à partir des sites de Paris et Strasbourg mais également à partir des succursales de New York, Londres, Francfort et Singapour.

Ces opérations sont enregistrées dans deux bilans :

- BFCM, pour le métier refinancement,
- CIC, pour les métiers de commercial et d'investissement en produits de taux, actions et crédits.

Les activités de marché comportent également une activité d'intermédiation boursière assurée par CM-CIC Securities.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	300	385	-21,9%
Résultat brut d'exploitation	199	278	-28,5%
Résultat avant impôt	199	260	-23,4%
Résultat net	125	157	-20,8%

Le PNB généré par ce pôle baisse de 85 millions pour s'établir à 300 millions d'euros, l'évolution positive au niveau de la succursale de New York et de Cigogne Management ne permettant pas de compenser la baisse de CM-CIC Marchés en France

Des frais généraux en baisse (-4,5%) et l'absence de coût du risque limitent la baisse du résultat net qui s'établit à 125 millions d'euros contre 157 millions à fin juin 2012.

La banque privée

Elle développe un savoir-faire en matière de gestion financière et d'organisation patrimoniale, mis au service de familles d'entrepreneurs et d'investisseurs privés et regroupe les sociétés dont c'est la vocation principale. A fin juin 2013, ce métier gère des encours de 7,9 milliards d'euros de crédits et 16 milliards de dépôts, générant un excédent de ressources de plus de 8 milliards.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	247	248	-0,5%
Résultat brut d'exploitation	74	82	-9,1%
Résultat avant impôt	71	88	-19,0%
Résultat net	51	67	-24,6%

Le PNB de la banque privée reste quasiment stable à 247 millions d'euros grâce aux commissions nettes perçues compensant la compression de la marge d'intérêt. Les frais généraux augmentent de 3,7% à 173 millions en raison notamment de la comptabilisation d'une provision pour engagement des caisses de retraite. Le coût du risque ressort à 3 millions d'euros et le résultat net s'établit à 51 millions à fin juin 2013.

Le capital-développement

Ce métier permet d'accompagner le renforcement des fonds propres des entreprises clientes des réseaux Crédit Mutuel et CIC sur des durées à moyen et à long terme (7 à 8 ans). Il est exercé par CM-CIC Capital Finance qui, basé à Paris, dispose d'implantations à Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes et Strasbourg, assurant ainsi la proximité avec la clientèle.

Le montant total des participations s'élève à 1 649 millions d'euros, dont 83% dans des entreprises non cotés. Le solde se partage entre des entreprises cotés et des fonds. Cela traduit la volonté du groupe CM11-CIC d'accompagner ses entreprises clientes de façon pérenne.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012	Evolution %
Produit net bancaire	65	72	-10,1%
Résultat brut d'exploitation	49	55	-10,7%
Résultat avant impôt	49	55	-10,8%
Résultat net	48	56	-14,0%

Le résultat net de ce métier s'affiche en recul de 8 millions d'euros, à 48 millions à fin juin 2013.

Logistique

Le pôle Logistique rassemble les structures à vocation purement logistique, notamment l'immobilier d'exploitation logé dans les sociétés spécifiques, les sociétés informatiques du groupe, EI Telecom, Euro Protection Surveillance...

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	644	632	+1,8%
Résultat brut d'exploitation	89	100	-11,3%
Résultat avant impôt	83	88	-6,3%
Résultat net	46	54	-14,3%

Les sociétés EI Telecom et Euro Protection Surveillance contribuent respectivement à hauteur de 10 millions d'euros (+76%) et de 8 millions (+3%) au résultat net de ce pôle.

Holding

L'activité Holding, ne constituant pas un métier opérationnel, regroupe le portage et la coordination des activités des filiales.

Au 30 juin 2013, cette activité affiche un PNB négatif de 478 millions d'euros et un résultat négatif de 410 millions. Ces chiffres intègrent notamment le coût de refinancement de TARGOBANK Allemagne, l'insuffisance de fonds de roulement de la BFCM, l'amortissement des écarts d'évaluation de TARGOBANK et Cofidis, les plans de développement du CM11-CIC.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013

➤ Risques

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le groupe par rapport aux facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite aux pages 61 à 80 dans le rapport annuel 2012, à l'exception du risque de crédit et des risques souverains.

Risque de crédit

Conformément à la demande du superviseur et du régulateur de marché, il est présenté en note 11 de l'annexe aux comptes consolidés, les expositions liées à la crise financière.

Risques souverains

Le groupe CM11-CIC a communiqué, en date du XX juillet 2013 sur le site internet de la BFCM, les encours nets sur les dettes souveraines au 30 juin 2013. Ces encours et les informations détaillées figurent en note 7b de l'annexe aux comptes consolidés CM11-CIC.

➤ Incertitudes

Au cours du second semestre, nous tablons sur une légère amélioration de la dynamique de croissance dans les économies développées tirées par les Etats-Unis, tandis que les pays émergents peineront à se stabiliser. Plusieurs éléments pourraient compromettre ce scénario :

- **Une sortie de politique monétaire accommodante non maîtrisée par la Fed** : l'institution américaine a sifflé la fin de la partie et s'apprête à réduire progressivement son soutien à l'économie américaine. Si le chemin a été parfaitement balisé et devrait se faire lentement, un risque d'emballement des taux américains à la hausse ne peut être totalement écarté. Dans ce cas, l'impact serait majeur sur l'économie des Etats-Unis qui risquerait de rechuter rapidement. En effet, une forte augmentation des taux pénaliserait l'immobilier et la consommation, les deux principaux moteurs de la reprise ;
- **Un retour de flamme en Europe** : l'intervention décisive de la BCE a permis d'apaiser les tensions sur les dettes des Etats. Cette détente a donné l'air aux gouvernements, leur permettant d'étaler dans le temps leurs efforts pour réduire les déficits publics. Si cet ajustement est le bienvenu pour favoriser un retour en territoire positif du taux de croissance, les gouvernements ne doivent pas abandonner les réformes qui permettront de crédibiliser à long terme la soutenabilité de leurs finances publiques. Dans le cas contraire, les créanciers pourraient se détourner de nouveau des pays périphériques rallumant un incendie difficilement maîtrisable ;
- **Un atterrissage brutal de l'économie chinoise** : la nouvelle classe dirigeante a décidé d'accélérer la réforme du pays pour parvenir à autonomiser sa dynamique de croissance, aujourd'hui totalement dépendante des exportations et des investissements. Si cette stratégie devrait s'avérer payante, elle suppose de sacrifier une partie de la croissance à court terme notamment en adoptant une politique stricte vis-à-vis des banques et des règles d'octrois de crédit qui ont alimenté plusieurs bulles. Ce durcissement risque toutefois de déclencher une crise bancaire d'envergure qui pénaliserait fortement l'activité économique et menacerait les finances des collectivités locales fortement dépendantes des crédits. Un tel choc aurait des répercussions sur le monde entier notamment en faisant baisser les prix de nombreuses matières premières dont la Chine est désormais le principal consommateur.
- **Une forte hausse du prix du baril de pétrole** : l'instabilité politique au Moyen-Orient pourrait provoquer un nouvel emballement du prix du pétrole. Un choc sur les cours menacerait la reprise mondiale en impactant négativement le pouvoir d'achat et la confiance des ménages.

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 30 JUIN 2013**

NORMES IFRS

GROUPE CM11-CIC

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Bilan actif - IFRS

En millions	30.06.2013	31.12.2012	Notes
Caisse, Banques centrales	9 671	10 411	4a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	46 979	44 329	5a, 5c
Instruments dérivés de couverture	629	1 342	6a, 5c, 6c
Actifs financiers disponibles à la vente	75 217	72 064	7a, 5c
Prêts et créances sur les établissements de crédits	44 839	53 924	4a
Prêts et créances sur la clientèle	272 688	269 411	8a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	664	852	6b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	12 103	13 718	9
Actifs d'impôts courants	1 127	1 405	12a
Actifs d'impôts différés	1 096	1 162	12b
Comptes de régularisation et actifs divers	17 354	19 124	13a
Actifs non courants destinés à être cédés	2	1	
Participation aux bénéficiaires différée	0	0	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2 150	2 057	14
Immeubles de placement	1 811	1 229	15
Immobilisations corporelles	2 885	2 921	16a
Immobilisations incorporelles	1 010	1 044	16b
Ecarts d'acquisition	4 232	4 233	17
Total de l'actif	494 459	499 227	

Bilan passif - IFRS

En millions	30.06.2013	31.12.2012	Notes
Banques centrales	358	343	4b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	33 798	31 539	5b, 5c
Instruments dérivés de couverture	2 209	2 789	6a, 5c, 6c
Dettes envers les établissements de crédit	19 735	28 885	4b
Dettes envers la clientèle	217 739	216 503	8b
Dettes représentées par un titre	94 661	93 919	18
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-2 598	-3 451	6b
Passifs d'impôts courants	609	674	12a
Passifs d'impôts différés	854	885	12b
Comptes de régularisation et passifs divers	13 838	16 284	13b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Provisions techniques des contrats d'assurance	74 372	72 712	19
Provisions	2 023	2 002	20
Dettes subordonnées	6 310	6 375	21
Capitaux propres	30 553	29 767	
Capitaux propres - Part du Groupe	28 170	27 326	
Capital et réserves liées	5 802	5 808	22a
Réserves consolidées	21 066	19 627	22a
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	389	269	22b
Résultat de l'exercice	911	1 622	
Capitaux propres - Intérêts minoritaires	2 384	2 441	
Total du passif	494 459	499 227	

COMPTE DE RESULTAT - IFRS

En millions	30.06.2013	30.06.2012 retraité*	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	8 220	9 043	24
Intérêts et charges assimilées	-5 208	-6 733	24
Commissions (produits)	1 859	1 774	25
Commissions (charges)	-437	-430	25
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-37	798	26
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	185	125	27
Produits des autres activités	7 334	6 186	28
Charges des autres activités	-5 854	-4 932	28
Produit net bancaire IFRS	6 062	5 831	
Charges générales d'exploitation	-3 629	-3 467	29a,29b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	-242	-245	29c
Résultat brut d'exploitation IFRS	2 191	2 119	
Coût du risque	-551	-568	30
Résultat d'exploitation IFRS	1 640	1 551	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-23	-58	14
Gains ou pertes sur autres actifs	2	12	31
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-15	0	32
Résultat avant impôt IFRS	1 603	1 505	
Impôts sur les bénéfices	-593	-546	33
Résultat net	1 010	959	
Intérêts Minoritaires	99	102	
Résultat net (part du Groupe)	911	857	

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions	30.06.2013	30.06.2012 retraité*	Notes IFRS
Résultat net	1 010	959	
Ecarts de conversion	-5	-11	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	90	596	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	58	-5	
Réévaluation des immobilisations	0	0	
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-7	-40	
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	4	-7	
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	140	533	22c,22d
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 150	1 492	
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>1 032</i>	<i>1 333</i>	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	<i>118</i>	<i>159</i>	

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

*Après prise en compte de la norme IAS19-R (cf note 1b)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
				Ecarts de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Ecarts actuariels				
Capitaux propres au 1er janvier 2012 (publié)	5 596	0	17 878	-883	-105	-105	1 623	24 109	2 385	26 494	
Retraitements liés au changement de méthode comptable		0	73	47	23	-66	37	108	-3	105	
Capitaux propres au 1er janvier 2012 retraités*	5 596	0	17 951	-836	-82	-66	1 660	24 217	2 382	26 599	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 660								
Augmentation de capital	233		-192					233		233	
Distribution de dividendes								-192	-81	-273	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	233		1 468				-1 660	41	-81	-40	
Résultat du 1er semestre							857	857	102	959	
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente				485	17			502	57	559	
Variation des écarts actuariels						-39		-39	-1	-40	
Variation des taux de conversion				13				13	1	14	
Sous-total				485	17	-39	857	1 333	159	1 492	
Effet des changements de périmètre	114		277					391	-187	204	
Autres variations	0	0	0					0	-1	-1	
Capitaux propres au 30 juin 2012 retraités*	5 943		19 696	-351	-65	-105	857	25 982	2 272	28 255	
Capitaux propres au 1er juillet 2012	5 943		19 696	-351	-65	-105	857	25 982	2 272	28 255	
Augmentation de capital	-135							-135		-135	
Distribution de dividendes	-135							-135	-11	-146	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Résultat du 2nd semestre				865	-15		765	765	98	864	
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente								850	56	906	
Variation des écarts actuariels						-58		-58	-3	-61	
Variation des taux de conversion				-9				-9	-3	-12	
Sous-total				865	-15	-58	765	1 548	148	1 697	
Effet des changements de périmètre			-69					-69	30	-39	
Autres variations	0	0	0					0	1	1	
Capitaux propres au 31 décembre 2012	5 808		19 627	514	-80	-163	1 622	27 326	2 441	29 767	
Capitaux propres au 1er janvier 2013	5 808		19 627	514	-80	-163	1 622	27 326	2 441	29 767	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 622								
Augmentation de capital	-6		-158					-6		-6	
Distribution de dividendes								-158	-86	-243	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-6		1 464				-1 622	-164	-86	-249	
Résultat du 1er semestre							911	911	99	1 010	
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente				97	39	-7		136	19	155	
Variation des écarts actuariels								-7	-7	-7	
Variation des taux de conversion				-8				-8	-8	-8	
Sous-total				97	39	-7	911	1 032	118	1 150	
Effet des changements de périmètre	0		-25					-25	-89	-114	
Autres variations	0	0	0	0	0	0		0	0	0	
Capitaux propres au 30 juin 2013	5 802		21 066	611	-41	-170	911	28 170	2 384	30 553	

(1) Les réserves sont constituées au 30 juin 2013 par la réserve légale pour 230 M€, les réserves statutaires pour 3 454 M€, et les autres réserves pour 17 382 M€.

*Après prise en compte de la norme IAS19-R (cf note 1b)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

	1er semestre 2013	1er semestre 2012 retraité*
Résultat net	1 010	959
Impôt	593	546
Résultat avant impôts	1 603	1 505
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	237	240
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-2	16
+/- Dotations nettes aux provisions	31	-376
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-21	-2
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-10	-50
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	1 056	789
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 292	616
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-9 997	173
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 008	2 340
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	700	-6 585
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-681	3 200
- Impôts versés	-382	-152
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-13 369	-1 024
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	-10 473	1 098
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-264	4 882
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-595	-165
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-177	-131
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 035	4 586
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-249	-40
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	587	3 568
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	338	3 528
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE	27	5
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-11 144	9 217
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-10 473	1 098
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 035	4 586
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	338	3 528
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	27	5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	21 663	3 458
Caisse, banques centrales, CCP	10 068	6 025
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	11 595	-2 566
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	10 519	12 675
Caisse, banques centrales, CCP	9 314	4 783
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 205	7 892
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-11 144	9 217

*Après prise en compte de la norme IAS19-R (cf note 1b)

Notes relatives aux postes des états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

1a - Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables sont identiques à ceux appliqués pour l'arrêté de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2013. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012 présentés dans le document de référence 2012. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Nouveaux textes comptables en application à partir du 1er janvier 2013 :

Normes IAS / IFRS	Sujet concerné	Date d'application obligatoire	Conséquence de l'application
IAS 1 Amendement	Présentation des éléments de détail des OCI	01/01/2013	Limitée
IFRS 7 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2013	Limitée
Amendement	Améliorations annuelles des normes internationales d'information financière IFRS	01/01/2013	Limitée
IAS 12 Amendement	IAS 12 Impôts sur le résultat - Impôt différé: recouvrement des actifs sous-jacents	01/01/2013	Limitée
IFRS 13	Evaluation à la juste valeur	01/01/2013	Limitée

Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et non encore appliquées :

Normes IAS / IFRS	Sujet concerné	Date d'application obligatoire	Conséquence de l'application
IAS 32 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014	Limitée
IFRS 10/11/12 IAS 28	Normes relatives à la consolidation et à l'information financière des entités non consolidées	01/01/2014	Limitée

1b - Application de la norme IAS 19 révisée

La norme IAS 19R sur les engagements de retraite publiée au JOUE du 5 juin 2012 et d'application obligatoire au 1er janvier 2013 est appliquée par anticipation au 1er janvier 2012. Les impacts de cette application anticipée d'IAS19-R sur le 30/06/2012 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	30.06.2012 Retraité	30.06.2012 Publié
Actifs d'impôts différés	1 597	1 602
Passifs d'impôts différés	919	942
Provisions pour charge de retraite	495	447
Capitaux propres - Part du groupe	25 982	26 011
<i>Réserves consolidées</i>	19 696	19 662
<i>Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres</i>	-514	-410
<i>Résultat de l'exercice</i>	857	815
Capitaux propres - Intérêts minoritaires	2 272	2 275

	30.06.2012 Retraité	30.06.2012 Publié
PNB	5 831	5 831
Charges générales d'exploitation	-3 467	-3 536
Résultat brut d'exploitation IFRS	2 119	2 051
Résultat d'exploitation IFRS	1 551	1 483
Résultat avant impôt IFRS	1 505	1 437
Impôts sur les bénéfices	-546	-521
Résultat net	959	916
Intérêts Minoritaires	102	100
Résultat net (part du Groupe)	857	815

Les impacts concernent essentiellement les indemnités de fin de carrière. Les impacts sur les primes liées aux médailles du travail et les régimes surcomplémentaires de retraite fermés ont été estimés non significatifs.

NOTE 2 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Les activités sont les suivantes :

- La banque de détail regroupe le réseau des caisses de Crédit Mutuel CM11, banques régionales du CIC, Targobank Allemagne, Targobank Espagne, Cofidis, Banco Popular Espanol, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, Banque de Tunisie ainsi que toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective, épargne salariale, immobilier.

- L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel

- Les activités de financement et de marché regroupent :

a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères ;

b) les activités de marché au sens large, c'est-à-dire les activités sur taux, change et actions, qu'elles soient exercées pour le compte de la clientèle ou pour compte propre, y compris l'intermédiation boursière.

- Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

- Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière constituent un pôle d'activité.

- La structure holding rassemble les éléments non affectables à une autre activité (holding) ainsi que les structures de logistique : les holdings intermédiaires, l'immobilier d'exploitation logé dans des entités spécifiques et les entités informatiques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules deux entités font exception, le CIC et la BFCM en raison de leur présence dans plusieurs activités. Dans ce cas, les comptes sociaux font l'objet d'une répartition analytique. La répartition du bilan s'effectue de la même façon.

2a - Répartition du compte de résultat par activité

30.06.2013	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	4 645	770	452	247	65	166	-282	6 062
Frais généraux	-2 968	-217	-150	-173	-16	-630	282	-3 872
Résultat brut d'exploitation	1 677	553	301	74	49	-464	0	2 191
Coût du risque	-519	0	-11	-3	0	-17	0	-551
Gains sur autres actifs	22	-44	0	0	0	-15	0	-37
Résultat avant impôts	1 180	509	290	72	49	-496	0	1 603
Impôt sur les sociétés	-402	-196	-105	-21	-1	132	0	-593
Résultat net comptable	778	312	185	51	48	-364	0	1 010
Minoritaires								99
Résultat net part du groupe								911

30.06.2012 (retraité)	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	4 356	639	562	248	72	243	-289	5 831
Frais généraux	-2 901	-183	-151	-167	-17	-583	289	-3 712
Résultat brut d'exploitation	1 455	456	411	82	55	-340	0	2 119
Coût du risque*	-456	0	-49	0		-63		-568
Gains sur autres actifs	6	5	7			-63		-46
Résultat avant impôts	1 006	460	362	88	55	-466	0	1 506
Impôt sur les sociétés	-350	-168	-137	-21	1	129		-546
Résultat net comptable	656	292	225	67	56	-336	0	959
Minoritaires								102
Résultat net part du groupe								857

* La cession au premier semestre 2012, des titres reçus en échange des titres émis par l'Etat grec et apportés à l'offre d'échange du plan de participation du secteur privé (PSI), a généré un impact négatif de 30 millions d'euros en coût du risque, dont -34 millions d'euros dans la holding et +4 millions d'euros dans les activités de marché.

2b - Répartition du compte de résultat par zone géographique

	30.06.2013				30.06.2012 (retraité)			
	France	Europe hors France	Autres pays*	Total	France	Europe hors France	Autres pays*	Total
Produit net bancaire	5 007	963	92	6 062	4 839	914	78	5 831
Frais généraux	-3 150	-683	-38	-3 872	-3 099	-647	-34	-3 780
Résultat brut d'exploitation	1 857	279	54	2 191	1 808	267	44	2 119
Coût du risque	-385	-175	10	-551	-358	-181	-30	-568
Gains sur autres actifs **	-9	-7	-20	-37	-53	-9	17	-46
Résultat avant impôts	1 463	97	43	1 603	1 398	77	31	1 505
Résultat net global	924	68	18	1 010	884	60	15	959
Résultat net part du Groupe	843	47	22	911	811	31	15	857

* USA, Singapour, Tunisie et Maroc

** y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTE 3 - Composition du périmètre de consolidation

Conformément à l'avis de la Commission bancaire, la société mère du groupe est constituée par les sociétés incluses dans le périmètre de globalisation. Les entités qui la composent sont :

- la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe (FCMCEE),
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est (FCMSE),
- la Fédération du Crédit Mutuel d'Ile-de-France (FCMIDF),
- la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc (FCMSMB),
- la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique (FCMMA),
- la Fédération du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest (FCMLACO),
- la Fédération du Crédit Mutuel Centre (FCMC),
- la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs (FCMDV),
- la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée (FCMM),
- la Fédération du Crédit Mutuel Normandie (FCMN),
- la Fédération du Crédit Mutuel Anjou (FCMA),
- la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CF de CM),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Sud-Est (CRCMSE),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Ile-de-France (CRCMIDF),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc (CRCMSMB),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Midi-Atlantique (CRCMMA),
- la Caisse Régionale du Crédit Loire-Atlantique Centre Ouest (CRCMLACO),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Centre (CRCMC),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs (CRCMDV),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranée (CRCMM),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Normandie (CRCMN),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Anjou (CRMA)
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Sud-Est,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Normandie,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Anjou.

Par rapport au 31 décembre 2012, les changements concernant le périmètre de consolidation sont :

- entrées du périmètre : Néant
- fusions, absorptions : Néant
- sorties du périmètre : Est Imprimerie, Imprimerie Michel, Interprint, SCI Gutenberg et SDV Plurimédia

	30.06.2013			31.12.2012		
	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
A. Réseau bancaire						
Banque du Crédit Mutuel Ile-de-France (BCMI)	100	99	IG	100	99	IG
Banque Européenne du Crédit Mutuel (ex Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique)	100	99	IG	100	99	IG
Caisse Agricole du Crédit Mutuel	100	100	IG	100	100	IG
CIC Est	100	93	IG	100	93	IG
CIC Iberbanco	100	99	IG	100	99	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	100	93	IG	100	93	IG
CIC Nord-Ouest	100	93	IG	100	93	IG
CIC Ouest	100	93	IG	100	93	IG
CIC Sud Ouest	100	93	IG	100	93	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	94	93	IG	94	93	IG
Targobank AG & Co. KGaA	100	99	IG	100	99	IG
Targobank Espagne	50	50	IP	50	50	IP
B. Filiales du réseau bancaire						
Banca Popolare di Milano	7	7	ME	7	7	ME
Bancas	50	50	IP	50	50	IP
Banco Popular Español (cf note 1b)	5	5	ME	4	4	ME
Banque de Tunisie	33	33	ME	20	20	ME
Banque du Groupe Casino	50	50	IP	50	50	IP
Banque Européenne du Crédit Mutuel Monaco	100	99	IG	100	99	IG
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	26	26	ME	26	26	ME
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	53	53	ME	53	53	ME
Cartes et crédits à la consommation (ex C2C)	100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Asset Management	90	92	IG	90	92	IG
CM-CIC Bail	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Epargne salariale	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Factor (ex Factocic)	95	92	IG	95	92	IG
CM-CIC Gestion	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Home Loan SFH	100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Lease	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Leasing Benelux	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Leasing GmbH	100	93	IG	100	93	IG
Cofidis Argentine	66	36	IG	66	28	IG
Cofidis Belgique	100	54	IG	100	42	IG
Cofidis France	100	54	IG	100	42	IG
Cofidis Italie	100	54	IG	100	42	IG
Cofidis République Tchèque	100	54	IG	100	42	IG
Cofidis Slovaquie	100	54	IG	100	42	IG
Creatis	100	54	IG	100	42	IG
FCT CM-CIC Home loans	100	99	IG	100	99	IG
Monabanq	100	54	IG	100	42	IG
Saint-Pierre SNC	100	93	IG	100	93	IG
SCI La Tréflière	100	100	IG	100	100	IG
Sofim	100	93	IG	100	93	IG
SOFEMO - Société Fédérative Europ.de Monétique et de Financement	100	54	IG	100	97	IG
Targo Dienstleistungs GmbH	100	99	IG	100	99	IG
Targo Finanzberatung GmbH	100	99	IG	100	99	IG
C. Banques de financement et activités de marché						
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	99	99	IG	99	99	IG
Cigogne Management	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Securities	100	93	IG	100	93	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF	100	93	IG	100	93	IG
Divhold	100	93	IG	100	93	IG
Lafayette CLO 1 Ltd	100	93	IG	100	93	IG
Ventadour Investissement	100	99	IG	100	99	IG
D. Banque privée						
Agefor SA Genève	70	65	IG	70	65	IG
Alternative gestion SA Genève	45	58	ME	45	58	ME
Banque de Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
Banque Pasche	100	93	IG	100	93	IG
Banque Pasche (Liechtenstein) AG	53	49	IG	53	49	IG
Banque Pasche Monaco SAM	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Belgium	100	93	IG	100	92	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Singapore Private Ltd	100	93	IG	100	93	IG
Calypso Management Company	70	65	IG	70	65	IG
CIC Suisse	100	93	IG	100	93	IG
Dubly-Douilhet	67	62	IG	63	58	IG
LRM Advisory SA	70	65	IG	70	65	IG
Pasche Bank & Trust Ltd Nassau	100	93	IG	100	93	IG
Pasche Finance SA Fribourg	100	93	IG	100	93	IG
Serficom Brasil Gestao de Recursos Ltda	50	47	IG	50	47	IG
Serficom Family Office Inc	100	93	IG	100	93	IG
Serficom Family Office Brasil Gestao de Recursos Ltda	52	49	IG	52	49	IG
Serficom Family Office SA	100	93	IG	100	93	IG
Transatlantique Gestion	100	93	IG	100	93	IG
Valeroso Management Ltd	100	93	IG	100	93	IG
E. Capital développement						
CM-CIC Capital Finance	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Capital Innovation	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Conseil	100	93	IG	100	93	IG

	30.06.2013			31.12.2012		
	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
CM-CIC Investissement	100	93	IG	100	93	IG
Sudinnova	66	62	IG	66	62	IG
F. Logistique et holding						
Actimut	100	100	IG	100	100	IG
Adepi	100	93	IG	100	93	IG
Carmen Holding Investissement	100	99	IG	84	83	IG
CIC Migrations	100	93	IG	100	93	IG
CIC Participations	100	93	IG	100	93	IG
Cicor	100	93	IG	100	93	IG
Cicoval	100	93	IG	100	93	IG
CM Akquisitions	100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Services	100	100	IG	100	100	IG
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	59	62	IG	59	62	IG
Cofidis Participations	55	54	IG	51	42	IG
Est Bourgogne Rhone Alpes (EBRA)	100	99	IG	100	99	IG
Efsa	100	93	IG	100	93	IG
Euro-Information	80	79	IG	80	79	IG
Euro-Information Développement	100	79	IG	100	79	IG
EIP	100	100	IG	100	100	IG
EI Telecom (ex NRJ Mobile)	95	75	IG	95	75	IG
Euro Protection Surveillance	100	84	IG	100	84	IG
France Est	100	99	IG	100	97	IG
Gesteurop	100	93	IG	100	93	IG
Gestunion 2	100	93	IG	100	93	IG
Gestunion 3	100	93	IG	100	93	IG
Gestunion 4	100	93	IG	100	93	IG
Groupe Républicain Lorrain - GRLC	100	99	IG	100	99	IG
Impex Finance	100	93	IG	100	93	IG
L'Est Républicain	92	91	IG	92	91	IG
Marsovalor	100	93	IG	100	93	IG
Pargestion 2	100	93	IG	100	93	IG
Pargestion 4	100	93	IG	100	93	IG
Placinvest	100	93	IG	100	93	IG
Société Civile de Gestion des Parts dans l'Alsace - SCGPA	100	100	IG	100	100	IG
Société de Presse Investissement (SPI)	100	98	IG	100	90	IG
Société Française d'Édition de Journaux et d'Imprimés Commerciaux "l'Alsace" - SFEJIC	99	98	IG	99	98	IG
Sofiholding 2	100	93	IG	100	93	IG
Sofiholding 3	100	93	IG	100	93	IG
Sofiholding 4	100	93	IG	100	93	IG
Sofinaction	100	93	IG	100	93	IG
Targo Akademie	100	99	IG	100	99	IG
Targo Deutschland GmbH	100	99	IG	100	99	IG
Targo IT Consulting GmbH	100	99	IG	100	99	IG
Targo Management AG	100	99	IG	100	99	IG
Targo Realty Services GmbH	100	99	IG	100	99	IG
Uffigestion 2	100	93	IG	100	93	IG
Ugépar Service	100	93	IG	100	93	IG
Valimar 2	100	93	IG	100	93	IG
Valimar 4	100	93	IG	100	93	IG
VTP 1	100	93	IG	100	93	IG
VTP 5	100	93	IG	100	93	IG
G. Sociétés d'assurance						
ACM GIE	100	86	IG	100	86	IG
ACM IARD	96	83	IG	96	83	IG
ACM Nord IARD	49	42	ME	49	42	ME
ACM RE	100	86	IG	100	86	IG
ACM Services	100	86	IG	100	86	IG
ACM Vie	100	86	IG	100	86	IG
ACM Vie, Société d'Assurance Mutuelle	100	100	IG	100	100	IG
Agrupació AMCI de Seguros y Reaseguros	68	67	IG	60	60	IG
Agrupació Bankpyme pensiones	68	67	IG	60	60	IG
Agrupació Serveis Administratius	68	67	IG	60	60	IG
AMSYR	68	67	IG	60	60	IG
AMDIF	68	67	IG	60	60	IG
Assistència Avançada Barcelona	68	67	IG	60	60	IG
Astree	30	26	ME	30	26	ME
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	88	86	IG	88	86	IG
ICM Life	100	86	IG	100	86	IG
Immobilière ACM	100	86	IG	100	86	IG
MTRL	100	100	IG	100	100	IG
Partners	100	86	IG	100	86	IG
Procourtage	100	86	IG	100	86	IG
RMA Watanya	22	19	ME	22	19	ME
Serenis Assurances	100	86	IG	100	86	IG
Serenis Vie	100	86	IG	100	86	IG
Royal Automobile Club de Catalogne	49	42	ME	49	42	ME
Voy Mediación	90	76	IG	90	76	IG
H. Autres sociétés						
Affiches d'Alsace Lorraine	100	97	IG	100	88	IG
Agence Générale d'Informations régionales	100	97	IG	100	97	IG
Alsace Média Participation	100	97	IG	100	88	IG
Alsacienne de Portage des DNA	100	97	IG	100	88	IG
CM-CIC Immobilier	100	99	IG	100	99	IG
Dernières Nouvelles d'Alsace	99	97	IG	99	88	IG
Dernières Nouvelles de Colmar	100	97	IG	100	88	IG

	30.06.2013			31.12.2012		
	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
Distripub	100	98	IG	100	98	IG
Documents AP	100	99	IG	100	99	IG
Est Bourgogne Médias	100	99	IG	100	99	IG
Est imprimerie			NC	100	99	IG
Foncière Massena	100	86	IG	100	86	IG
France Régie	100	97	IG	100	88	IG
GEIE Synergie	100	54	IG	100	42	IG
Groupe Progrès	100	99	IG	100	99	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries - GRLI	100	99	IG	100	99	IG
Immocity	100	99	IG	100	99	IG
Imprimerie Michel			NC	100	99	IG
Interprint			NC	100	99	IG
Jean Bozzi Communication	100	99	IG	100	99	IG
Journal de la Haute Marne	50	46	ME	50	45	ME
La Liberté de l'Est	97	88	IG	97	88	IG
La Tribune	100	99	IG	100	99	IG
L'Alsace	100	98	IG	100	98	IG
Le Dauphiné Libéré	100	99	IG	100	99	IG
Le Républicain Lorrain	100	99	IG	100	99	IG
Les Editions de l'échiquier	100	98	IG	100	98	IG
Lumedia	50	50	IP	50	50	IP
Massena Property	100	86	IG	100	86	IG
Massimob	100	83	IG	100	83	IG
Mediaportage	100	98	IG	100	98	IG
Presse Diffusion	100	99	IG	100	99	IG
Promopresse	100	99	IG	100	99	IG
Publprint Dauphiné	100	99	IG	100	99	IG
Publprint Province n° 1	100	99	IG	100	99	IG
Républicain Lorrain - TV news	100	99	IG	100	99	IG
Républicain Lorrain Communication	100	99	IG	100	99	IG
Roto Offset Imprimerie	100	98	IG	100	98	IG
SCI ACM (ex SCI ADS)	100	86	IG	100	86	IG
SCI Alsace	90	88	IG	90	88	IG
SCI Gutenberg			NC	100	99	IG
SCI Le Progrès Confluence	100	99	IG	100	99	IG
SDV Plurimédia			NC	20	18	ME
Société d'édition de l'hebdomadaire du Louhannais et du Jura	100	99	IG	100	99	IG

* Méthode :
IG = Intégration Globale
IP = Intégration Proportionnelle
ME = Mise en Equivalence
NC = Non Consolidée
FU = Fusionnée

Information sur les implantations et activités dans les Etats ou territoires non coopératifs figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 14 avril 2012 : le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009.

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	8 701	9 468
dont réserves obligatoires	1 408	1 940
Caisse	971	943
TOTAL	9 671	10 411
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	26 137	24 462
Autres comptes ordinaires	2 047	2 206
Prêts	9 879	19 696
Autres créances	2 569	2 691
Titres non cotés sur un marché actif	1 600	2 344
Pensions	1 793	1 403
Créances dépréciées sur base individuelle	786	925
Créances rattachées	270	477
Provisions pour dépréciation	-242	-280
TOTAL	44 839	53 924

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012
Banques centrales		
	358	343
Dettes envers les établissements de crédit		
Autres comptes ordinaires	1 289	1 302
Emprunts	15 215	25 076
Autres dettes	1 968	1 694
Pensions	1 206	656
Dettes rattachées	57	157
TOTAL	20 093	29 228

NOTE 5 - Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013			31.12.2012		
	Juste valeur sur			Juste valeur sur		
	Transaction	option	Total	Transaction	option	Total
. Titres	13 596	15 381	28 977	15 148	16 325	31 473
- Effets publics	2 762	1	2 763	1 644	1	1 645
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10 336	2 802	13 139	13 186	2 986	16 173
. Cotés	10 336	2 769	13 105	13 186	2 937	16 123
. Non cotés	0	34	34	0	50	50
- Actions et autres titres à revenu variable	498	12 578	13 076	317	13 338	13 656
. Cotés	498	10 643	11 140	317	11 554	11 872
. Non cotés	0	1 935	1 935	0	1 784	1 784
. Instruments dérivés de transaction	5 925	0	5 925	2 544	0	2 544
. Autres actifs financiers		12 077	12 077		10 311	10 311
dont pensions		12 077	12 077		10 311	10 311
TOTAL	19 521	27 458	46 979	17 692	26 637	44 329

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	31.12.2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 165	7 627
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	22 632	23 912
TOTAL	33 798	31 539

L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2013	31.12.2012
. Vente à découvert de titres	1 989	1 507
- Effets publics	4	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 407	1 048
- Actions et autres titres à revenu variable	578	458
. Instruments dérivés de transaction	8 136	5 611
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 041	509
TOTAL	11 165	7 627

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur	Montant dû	Ecart	Valeur	Montant dû	Ecart
	Comptable	à l'échéance		Comptable	à l'échéance	
. Titres émis	331	332	-1	24	24	0
. Dettes interbancaires	21 355	21 352	3	23 283	23 281	2
. Dettes envers la clientèle	947	947	0	604	604	0
TOTAL	22 632	22 631	1	23 912	23 909	3

5c - Hiérarchie de la Juste Valeur

30.06.2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	73 539	601	1 076	75 216
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	12 958	0	0	12 958
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	52 576	532	356	53 464
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	6 569	0	197	6 766
- Participations et ATDLT - DALV	958	21	523	1 502
- Parts entreprises liées - DALV	479	48	0	527
Transaction / JVO	23 985	20 174	2 820	46 979
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 891	403	468	2 762
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	8 497	1 312	527	10 336
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 629	175	0	2 802
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	490	0	8	498
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	10 430	503	1 645	12 578
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	7 894	0	7 894
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	4 183	0	4 183
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	48	5 704	173	5 925
Instruments dérivés de couverture	0	595	34	629
Total	97 526	21 370	3 931	122 825
Passifs financiers				
Transaction / JVO	3 038	30 588	174	33 799
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	21 355	0	21 355
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	947	0	947
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	333	0	331
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 038	7 953	174	11 165
Instruments dérivés de couverture	0	2 184	25	2 209
Total	3 038	32 772	199	36 007

31.12.2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	70 368	514	1 180	72 062
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	11 912	32	0	11 944
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	50 787	425	465	51 677
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	6 253	0	159	6 412
- Participations et ATDLT - DALV	930	10	556	1 496
- Parts entreprises liées - DALV	487	47	0	534
Transaction / JVO	25 846	16 278	2 204	44 328
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 557	86	1	1 644
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	10 124	2 670	392	13 186
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 590	392	4	2 986
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	307	0	10	317
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	11 228	417	1 693	13 338
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 802	0	5 802
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	4 510	0	4 510
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	38	2 401	105	2 544
Instruments dérivés de couverture	0	1 317	25	1 342
Total	96 214	18 109	3 410	117 733
Passifs financiers				
Transaction / JVO	2 082	29 351	105	31 538
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	23 283	0	23 283
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	604	0	604
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	24	0	24
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 082	5 440	105	7 627
Instruments dérivés de couverture	0	2 752	37	2 789
Total	2 082	32 103	142	34 327

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.
- niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité des titres jugés peu liquides et des dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide. L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

NOTE 6 - Couverture

6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)	6	31	4	46
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	623	2 178	1 338	2 743
TOTAL	629	2 209	1 342	2 789

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur	Juste valeur	Variation de
	30.06.2013	31.12.2012	juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	664	852	-188
. de passifs financiers	-2 598	-3 451	853

6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2013			31.12.2012		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	276 876	4 856	6 942	285 289	1 740	4 529
Autres contrats fermes	24 264	7	3	14 796	4	2
Options et instruments conditionnels	22 453	67	146	23 088	92	266
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	79 342	20	61	81 679	20	71
Autres contrats fermes	66	379	353	10 881	401	391
Options et instruments conditionnels	19 865	59	57	16 193	53	52
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	13 825	74	125	13 553	75	138
Autres contrats fermes	1 623	0	0	1 744	0	0
Options et instruments conditionnels	20 587	462	449	4 550	158	162
Sous-total	458 901	5 925	8 136	451 773	2 544	5 611
Instruments dérivés de couverture						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	65 434	623	2 178	65 885	1 338	2 743
Options et instruments conditionnels	4	0	0	4	0	0
<i>couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	208	6	27	165	4	41
Autres contrats fermes	0	0	3	0	0	5
Options et instruments conditionnels	0	0	0	0	0	0
Sous-total	65 646	629	2 209	66 055	1 342	2 789
TOTAL	524 547	6 554	10 345	517 828	3 886	8 400

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

7a - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013	31.12.2012
. Effets publics	12 824	11 809
. Obligations et autres titres à revenu fixe	53 380	51 576
- Cotés	53 004	50 963
- Non cotés	376	613
. Actions et autres titres à revenu variable	6 804	6 450
- Cotés	6 531	6 176
- Non cotés	272	274
. Titres immobilisés	1 984	1 984
- Titres de participations	1 327	1 332
- Autres titres détenus à long terme	171	160
- Parts dans les entreprises liées	482	488
- Titres prêtés	4	4
. Créances rattachées	226	246
TOTAL	75 217	72 064
<i>Dont plus/moins values latentes sur obligations et autres titres à revenus fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres</i>	-20	-24
<i>Dont plus/moins values latentes sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres</i>	724	636
<i>Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe</i>	-94	-94
<i>Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés</i>	-2 175	-2 297

7b - Exposition au risque souverain

Pays bénéficiant d'un plan de soutien

Expositions nettes*	30.06.2013		31.12.2012	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	6			
Actifs disponibles à la vente	63	101	63	101
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	69	101	63	101

* Les montants des expositions nettes s'entendent après prise en compte de la participation aux bénéfices des assurés pour la partie assurance.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2013		31.12.2012	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
<1 an				
1 à 3 ans	13		13	
3 à 5 ans	50			
5 à 10 ans	2	93	50	94
Sup à 10 ans	4	8		7
Total	69	101	63	101

Autres expositions souveraines du portefeuille bancaire

Expositions nettes	30.06.2013		31.12.2012	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	199	16	204	39
Actifs disponibles à la vente	49	3 455	54	3 472
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	248	3 471	258	3 511

Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale. Les encours sont présentés nets de CDS.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2013		31.12.2012	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
<1 an	125		81	30
1 à 3 ans	81	2 630	118	2 645
3 à 5 ans	17	278	29	206
5 à 10 ans	14	316	13	382
Sup à 10 ans	11	247	16	248
Total	248	3 471	258	3 511

NOTE 8 - Clientèle

8a - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012
Créances saines	259 431	256 784
. Créances commerciales	4 729	4 774
. Autres concours à la clientèle	253 590	251 192
- crédits à l'habitat	142 337	140 748
- autres concours et créances diverses dont pensions	111 253	110 444
. Créances rattachées	579	572
. Titres non cotés sur un marché actif	532	245
Créances d'assurance et réassurance	216	180
Créances dépréciées sur base individuelle	11 394	11 061
Créances brutes	271 041	268 025
Provisions individuelles	-6 656	-6 685
Provisions collectives	-623	-577
SOUS TOTAL I	263 761	260 763
Location financement (investissement net)	9 063	8 778
. Mobilier	5 378	5 293
. Immobilier	3 323	3 112
. Créances dépréciées sur base individuelle	362	373
Provisions pour dépréciation	-136	-130
SOUS TOTAL II	8 927	8 648
TOTAL	272 688	269 411
dont prêts participatifs	13	12
dont prêts subordonnés	37	19

Opérations de location financement avec la clientèle

	31.12.2012	Acquisition	Cession	Autres	30.06.2013
Valeur brute comptable	8 778	924	-635	-4	9 063
Dépréciations des loyers non recouvrables	-130	-20	14	0	-136
Valeur nette comptable	8 648	904	-621	-4	8 927

8b - Dettes envers la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012
. Comptes d'épargne à régime spécial	94 021	91 836
- à vue	67 614	65 611
- à terme	26 407	26 225
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	915	43
Sous-total	94 936	91 879
. Comptes à vue	64 007	63 430
. Comptes et emprunts à terme	57 615	60 147
. Pensions	232	202
. Dettes rattachées	755	760
. Dettes d'assurance et de réassurance	193	86
Sous-total	122 803	124 625
TOTAL	217 739	216 503

NOTE 9 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2013	31.12.2012
. Titres	12 107	13 730
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	12 107	13 730
. Cotés	12 082	13 685
. Non cotés	25	45
. Conversion	0	0
. Créances rattachées	12	1
TOTAL BRUT	12 120	13 732
dont actifs dépréciés	25	25
Provisions pour dépréciation	-16	-14
TOTAL NET	12 103	13 718

NOTE 10 - Variation des dépréciations

	31.12.2012	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2013
Prêts et créances Etablissements de crédit	-280	0	18	20	-242
Prêts et créances sur la clientèle	-7 392	-804	807	-25	-7 415
Titres en AFS "disponibles à la vente"	-2 391	-3	122	3	-2 269
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-14	-3	0	0	-16
TOTAL	-10 077	-810	947	-3	-9 943

NOTE 11 - Note sur les expositions liées à la crise financière

Il est présenté ci-après les expositions liées à la crise financière.

Les portefeuilles ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable	
	30.06.2013	31.12.2012
RMBS	2 207	2 391
CMBS	539	333
CLO	1 098	943
Autres ABS	790	731
CLO couverts par des CDS	711	833
Autres ABS couverts par des CDS	24	25
Lignes de liquidité des programmes ABCP	273	351
TOTAL	5 640	5 606

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions au 30/06/2013	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	829	476	267	490	2 062
AFS	411	63	109	150	733
Loans	967		721	150	1 839
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634
France		2		443	445
Espagne	107			43	150
Royaume Uni	258			100	357
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	805	88	694	180	1 767
USA	959	449	404	25	1 837
Autres	78				78
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634
US Agencies	284				284
AAA	605	453	754	502	2 314
AA	276		280	68	625
A	185	21	39	126	370
BBB	76	65	7	34	182
BB	92		15	13	120
Inférieur ou égal à B	689			46	735
Non noté			3		3
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634
Origination 2005 et avant	361	286		19	666
Origination 2006	370	111	162	32	676
Origination 2007	725	117	419	51	1 312
Origination depuis 2008	751	25	517	687	1 980
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634

Expositions au 31/12/2012	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	921	269	15	505	1 710
AFS	478	64	29	75	646
Loans	992		899	151	2 042
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398
France	1	2		519	522
Espagne	105			68	173
Royaume Uni	244			47	291
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	706	64	664	72	1 506
USA	1 232	267	279	25	1 803
Autres	103				103
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398
US Agencies	447				447
AAA	546	259	383	462	1 650
AA	239		488	53	780
A	188	10	47	150	395
BBB	66	64	12	19	161
BB	101		14		114
Inférieur ou égal à B	804			47	851
Non noté					0
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398
Origination 2005 et avant	400	98		28	526
Origination 2006	508	60	180	45	793
Origination 2007	746	175	418	60	1 399
Origination depuis 2008	736	0	346	598	1 680
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398

NOTE 12 - Impôts

12a - Impôts courants

	30.06.2013	31.12.2012
Actif (par résultat)	1 127	1 405
Passif (par résultat)	609	674

12b - Impôts différés

	30.06.2013	31.12.2012
Actif (par résultat)	900	913
Actif (par capitaux propres)	196	249
Passif (par résultat)	528	518
Passif (par capitaux propres)	326	367

NOTE 13 - Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

13a - Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	458	318
Comptes d'ajustement sur devises	15	84
Produits à recevoir	542	464
Comptes de régularisation divers	2 514	2 774
Sous-total	3 529	3 639
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	252	81
Dépôts de garantie versés	6 517	8 070
Débiteurs divers	6 603	6 884
Stocks et assimilés	32	31
Autres emplois divers	64	66
Sous-total	13 468	15 132
Autres actifs d'assurance		
Provisions techniques - Part des réassureurs	265	269
Autres	92	83
Sous-total	356	352
TOTAL	17 354	19 124

13b - Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	395	154
Comptes d'ajustement sur devises	99	6
Charges à payer	1 144	1 034
Produits constatés d'avance	1 551	1 568
Comptes de régularisation divers	6 988	8 602
Sous-total	10 177	11 364
Autres passifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	232	124
Versements restant à effectuer sur titres	116	125
Créditeurs divers	3 137	4 503
Sous-total	3 485	4 752
Autres passifs d'assurance		
Dépôts et cautionnements reçus	175	168
TOTAL	13 838	16 284

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE

		30.06.2013			31.12.2012		
		QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat
ACM Nord	Non coté	49,00%	24	2	49,00%	22	6
ASTREE Assurance	Cotée	30,00%	17	1	30,00%	17	1
Banca Popolare di Milano (1)	Cotée	6,99%	99	-50	6,99%	147	-58
Banco Popular Español (cf note 1b)	Cotée	4,84%	473	25	4,37%	410	-105
Banque de Tunisie	Cotée	33,01%	156	6	20,00%	52	6
Banque Marocaine du Commerce Extérieur	Cotée	26,21%	922	22	26,21%	923	16
CCCM	Non coté	52,54%	220	3	52,54%	214	6
RMA Watanya (2)	Non coté	22,02%	193	-34	22,02%	209	-25
Royal Automobile Club de Catalogne	Non coté	48,99%	45	2	48,99%	59	4
Autres participations	Non coté		2	0		3	1
TOTAL			2 150	-23		2 057	-149

(1) Le résultat négatif de Banca Popolare di Milano à hauteur de (50) millions d'euros, comprend une dépréciation de (32) millions d'euros sur cette participation.

(2) L'écart d'acquisition de RMA de 87 millions d'euros a été déprécié à hauteur de 15 millions d'euros durant le 1er semestre 2013.

Données financières publiées par les principales entreprises MEE

	Total bilan	PNB ou CA	Résultat net
ACM Nord	149	134	8
ASTREE Assurance (1) (2)	321	101	13
Banca Popolare di Milano (1)	51 931	1 352	-621
Banco Popular Español	157 618	3 778	-2 461
Banque de Tunisie (1) (2)	3 388	153	58
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (1) (3)	207 988	8 140	1 508
CCCM	5 722	26	13
RMA Watanya (1) (3)	239 588	3 973	-297
Royal Automobile Club de Catalogne	177	123	8

Banca Popolare di Milano S.C.a.r.l. (BPM):

L'investissement dans BPM est consolidé par mise en équivalence compte tenu de la position d'influence notable du CIC qui conserve son mandat au conseil en qualité de partenaire stratégique, et qui participe également au comité exécutif ainsi qu'au comité financier. Sa valorisation dans les comptes doit ressortir de ce fait à la quote-part dans l'actif net comptable IFRS, sans cependant pouvoir excéder la valeur d'utilité. Celle-ci a été déterminée en appliquant la méthode - dividend discounted method (DDM) - qui consiste à actualiser les résultats distribuables futurs sur une longue période, eux même obtenus à partir des résultats nets comptables prévisionnels diminués du montant mis en réserve pour respecter les contraintes réglementaires du ratio de solvabilité.

L'investissement dans BPM a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2012. Au 30 juin 2013, les paramètres du test ont été mis à jour. Il en ressort une valeur d'utilité de 40 centimes par action. Cette valeur était de 62 centimes au 31 décembre 2012. Cette variation de valeur a amené un complément de dépréciation de 32 millions d'euros, de sorte que l'investissement représente une valeur de 95 millions d'euros à l'actif du bilan. Sa quote-part de résultat de la période est de -18 millions d'euros, hors dépréciation.

Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 100bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 12,5%.

Pour mémoire, le cours de l'action BPM à la bourse de Milan était de 31 centimes à la clôture du 28 juin 2013 ce qui représente une valeur boursière de l'investissement de 70 millions d'euros.

Banco Popular Español (BPE):

L'investissement dans BPE est consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le Groupe et BPE : représentation du Crédit Mutuel - CIC au Conseil d'administration de BPE, existences d'une co-entreprise bancaire entre les deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnols des entreprises et des particuliers.

La valeur au bilan de la participation dans BPE représente la quote-part du Groupe dans l'actif net de BPE en normes IFRS, dans la limite de sa valeur recouvrable basée sur la valeur d'utilité de la participation. Cette dernière est déterminée à partir des flux prévisionnels futurs actualisés distribuables aux actionnaires, compte tenu des contraintes réglementaires de capitalisation propres aux établissements de crédit. Le taux d'actualisation des flux résulte du taux d'intérêt à long terme de la dette de l'Etat espagnol auquel s'ajoute une prime de risque de BPE fonction de la sensibilité du cours de son action au risque de marché, déterminée par référence à l'indice Ibx 35 de la Bourse de Madrid.

L'investissement dans BPE a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2012. Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 100bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 7,8%. De même, une réduction de 5% des résultats prévisionnels du plan d'affaires de la BPE affecterait la valeur d'utilité de -4,8%. Ces deux derniers cas de figure ne remettraient cependant pas en cause la valeur de mise en équivalence inscrite dans les comptes consolidés du Groupe.

Pour mémoire, le cours de clôture à la Bourse de Madrid était de 2,355 € par action BPE au 28 juin 2013 ce qui représente une valeur boursière de l'investissement de 195 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Coût historique	1 463	595	-2	3	2 059
Amortissement et dépréciation	-234	-13	2	-3	-248
Montant net	1 229	582	0	0	1 811

NOTE 16 - Immobilisations corporelles et incorporelles

16a - Immobilisations corporelles

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Coût historique					
Terrains d'exploitation	461	1	-1	-1	460
Constructions d'exploitation	4 282	70	-19	-1	4 332
Autres immobilisations corporelles	2 383	134	-93	3	2 427
TOTAL	7 126	204	-113	2	7 219
Amortissement et dépréciation					
Terrains d'exploitation	-1	0	0	0	-1
Constructions d'exploitation	-2 379	-100	12	37	-2 430
Autres immobilisations corporelles	-1 825	-83	49	-43	-1 902
TOTAL	-4 205	-183	61	-6	-4 334
TOTAL - Montant net	2 921	21	-52	-5	2 885

16 b - Immobilisations incorporelles

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Coût historique					
. Immobilisations générées en interne	15	0	0	0	15
. Immobilisations acquises	1 826	29	-12	-15	1 828
- logiciels	472	6	-8	4	475
- autres	1 353	23	-4	-19	1 354
TOTAL	1 841	29	-12	-15	1 843
Amortissement et dépréciation					
. Immobilisations générées en interne					
. Immobilisations acquises	-797	-54	10	8	-834
- logiciels	-296	-30	7	-4	-323
- autres	-501	-24	3	11	-511
TOTAL	-797	-54	10	8	-834
Montant net	1 044	-25	-2	-7	1 010

NOTE 17 - Ecart d'acquisition

	31.12.2012	Augmentation	Diminution (1)	Autres variations	30.06.2013
Ecart d'acquisition brut	4 415	0	0	-1	4 414
Dépréciations	-182			0	-182
Ecart d'acquisition net	4 233	0	0	-1	4 232

Filiales	Valeur de l'EA au 31.12.2012	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations	Valeur de l'EA au 30.06.2013
Targobank Allemagne	2763					2 763
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	497					497
Cofidis Participations	378					378
Targobank Espagne (ex Banco Popular Hipotecario)	183					183
El Telecom	78					78
CIC Private Banking - Banque Pasche	55				-1	54
Banque Casino	26					26
CM-CIC Investissement	21					21
Monabanq	17					17
CIC Iberbanco	15					15
Banque de Luxembourg	13					13
Banque Transatlantique	6					6
Transatlantique Gestion	5					5
Autres	175					175
TOTAL	4 233	0	0	0	-1	4 232

NOTE 18 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2013	31.12.2012
Bons de caisse	778	763
TMI & TCN	50 790	49 483
Emprunts obligataires	42 070	42 447
Dettes rattachées	1 022	1 227
TOTAL	94 661	93 919

NOTE 19 - Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2013	31.12.2012
Vie	65 849	64 199
Non vie	2 193	2 142
Unités de compte	6 079	6 164
Autres	251	207
TOTAL	74 372	72 712
<i>Dont participation aux bénéfices différée passive</i>	<i>4 954</i>	<i>5 990</i>
Participation aux bénéfices différée active	0	0
Part des réassureurs dans les provisions techniques	265	269
TOTAL - Provisions techniques nettes	74 107	72 443

NOTE 20 - Provisions

	31.12.2012	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2013
Provisions pour risques	344	45	-19	-29	-14	327
Sur engagements par signature	144	28	-7	-19	-18	128
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	0	0	3	3
Sur risques pays	16	0	0	0	0	16
Provision pour impôt	50	3	-8	-3	1	43
Provisions pour litiges	106	9	-3	-5	1	108
Provision pour risques sur créances diverses	28	5	-1	-2	-1	29
Autres provisions	742	80	-37	-17	0	768
Provision pour épargne logement	65	2	-1	-2	0	64
Provisions pour éventualités diverses	381	39	-31	-7	0	382
Autres provisions	296	39	-5	-8	0	322
Provisions pour engagements de retraite	916	23	-2	-1	-9	928
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	670	13	-1	0	-4	678
Compléments de retraite	117	3	-1	0	-5	114
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	103	0	0	0	0	103
sous-total comptabilisé	890	16	-2	-1	-8	895
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe						
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (1)	26	7	0	0	-1	33
Juste valeur des actifs						
sous-total comptabilisé	26	7	0	0	-1	33
TOTAL	2 002	148	-58	-46	-22	2 023

(1) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite concernent uniquement les entités situées à l'étranger.

NOTE 21 - Dettes subordonnées

	30.06.2013	31.12.2012
Dettes subordonnées	4 638	4 795
Emprunts participatifs	28	29
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 462	1 461
Autres dettes	1	1
Dettes rattachées	180	89
TOTAL	6 310	6 375

Principales dettes subordonnées

en M€	Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	19.07.2001	700 M€	594 M€	6,50	19.07.2013
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	30.09.2003	800 M€	791 M€	5,00	30.09.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	18.12.2007	300 M€	300 M€	5,10	18.12.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.06.2008	300 M€	300 M€	5,50	16.06.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.12.2008	500 M€	500 M€	6,10	16.12.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	06.12.2011	1000 M€	1000 M€	5,30	06.12.2018
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	22.10.2010	1000 M€	917 M€	4,00	22.10.2020
CIC	Participatif	28.05.1985	137 M€	13 M€	(2)	(3)
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	15.12.2004	750 M€	750 M€	(4)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	25.02.2005	250 M€	250 M€	(5)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	28.04.2005	404 M€	390 M€	(6)	indéterminé

(1) Montants nets d'intra-groupe.

(2) Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2.

(3) Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures.

(4) CMS 10 ans ISDA CIC + 10 points de base.

(5) CMS 10 ans ISDA + 10 points de base.

(6) Taux fixe 4,471 jusqu'au 28/10/2015, puis EURIBOR 3M + 185 points de base.

NOTE 22 - Capitaux propres

22a - Capitaux propres part du groupe (hors gains ou pertes latents ou différés)

	30.06.2013	31.12.2012
. Capital et réserves liées au capital	5 802	5 808
- Capital	5 802	5 808
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	0	0
. Réserves consolidées	21 066	19 627
- Réserve légale	0	0
- Réserves statutaires et contractuelles	0	0
- Réserves réglementées	7	7
- Réserves de conversion	0	0
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	20 957	19 514
- Report à nouveau	103	106
. Résultat de l'exercice	911	1 622
TOTAL	27 780	27 057

Les Caisses de Crédit Mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles,
- de parts B négociables,
- de parts P à intérêts prioritaires.

Les parts B ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au minimum une part A. Les statuts des caisses locales limitent la souscription de parts B par un même sociétaire à 50 000 euros (à l'exception du réinvestissement du dividende versé en parts B). Conformément à la loi du 10 septembre 1947, le capital ne peut être inférieur, suite à des retraits d'apports, au quart du montant le plus élevé atteint par le capital par le passé.

Le régime de rachat des parts B diffère selon qu'elles aient été souscrites avant ou après le 31 décembre 1988 :

- les parts souscrites jusqu'au 31 décembre 1988 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire pour le 1er janvier de chaque année. Ce remboursement, qui s'effectue sous réserve du respect des dispositions réglementant la diminution du capital, est subordonné à un préavis minimal de 3 mois.
- les parts souscrites à compter du 1er janvier 1989 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire en observant un préavis de 5 ans, sauf en cas de mariage, de décès ou de chômage. Ces opérations sont également soumises au respect des dispositions réglementant la diminution du capital.

La caisse peut, sur décision du conseil d'administration et en accord avec le conseil de surveillance, dans les mêmes conditions, rembourser tout ou partie des parts de cette catégorie.

Les parts P à intérêts prioritaires sont émises d'une part, par la caisse régionale du Crédit Mutuel de Normandie, et d'autre part par la caisse de crédit mutuel « Cautionnement Mutuel de l'Habitat », société de caution mutuelle de crédits qui a émis depuis 1999 des parts sociales à intérêts prioritaires dont la souscription est réservée aux distributeurs de crédits cautionnés hors groupe CM11.

Au 30 juin 2013, le capital des Caisses de Crédit Mutuel se répartit comme suit :

- 179,8 millions d'euros au titre des parts A, contre 177,5 millions d'euros au 31 décembre 2012,
- 5 591,3 millions d'euros au titre des parts B et assimilées, contre 5 595,0 millions d'euros au 31 décembre 2012,
- 31,2 millions d'euros au titre des parts P, contre 35,2 millions d'euros au 31 décembre 2012.

22b - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2013	31.12.2012
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
. Actifs disponibles à la vente		
- actions	727	641
- obligations	-20	-24
. Dérivés de couverture (CFH)	-41	-99
. Ecart actuariels	-176	-169
. Ecart de conversion	25	30
. Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-48	-53
TOTAL	466	326
dont part du groupe	389	269
dont part des intérêts minoritaires	77	57

* soldes net d'IS.

22c - Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2013	Variations 2012
Ecarts de conversion		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	-5	2
Sous-total	-5	2
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Reclassement vers le résultat	11	4
Autres mouvements	79	1 472
Sous-total	90	1 476
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	58	6
Sous-total	58	6
Réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-7	-101
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	4	-17
TOTAL	140	1 366

22 d - Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2013			Variations 2012		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecarts de conversion	-5		-5	2		2
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	106	-16	90	1 364	112	1476
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	60	-2	58	0	6	6
Réévaluation des immobilisations	0		0	0		0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-7	0	-7	-140	39	-101
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	4		4	-17		-17
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	158	-18	140	1209	157	1366

NOTE 23 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2013	31.12.2012
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 716	1 620
Engagements en faveur de la clientèle	48 701	47 882
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 348	1 323
Engagements d'ordre de la clientèle	14 062	13 800
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	628	255
Engagements donnés de l'activité d'assurance	405	218

Engagements reçus	30.06.2013	31.12.2012
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	33 907	24 313
Engagements reçus de la clientèle	4	4
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	28 881	29 132
Engagements reçus de la clientèle	7 365	7 327
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	453	115
Engagements reçus de l'activité d'assurance	5 256	5 611

Actifs donnés en garantie de passif	30.06.2013	31.12.2012
Titres prêtés	4	4
Dépôts de garantie sur opérations de marché	6 517	8 070
Titres et valeurs donnés en pension	23 371	24 726
Total	29 892	32 800

Pour son activité de refinancement, le Groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Elle se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge et le Groupe est exposé à la non-restitution des titres.
 Au 30.06.2013, la juste valeur des actifs donnés en pension s'élève à 22 226 millions d'euros.

NOTE 24 - Intérêts et produits/charges assimilés

	1er sem 2013		1er sem 2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	561	-359	621	-993
. Clientèle	6 610	-3 108	6 877	-3 331
- dont location financement et location simple	1 328	-1 175	1 340	-1 175
. Instruments dérivés de couverture	723	-772	986	-1 268
. Actifs financiers disponibles à la vente	189		337	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	138		223	
. Dettes représentées par un titre		-944		-1 110
. Dettes subordonnées		-23		-32
TOTAL	8 220	-5 208	9 043	-6 733

NOTE 25 - Commissions

	1er sem 2013		1er sem 2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	7	-1	7	-2
Clientèle	661	-9	574	-9
Titres	365	-26	350	-25
dont activités gérées pour compte de tiers	242		243	
Instruments dérivés	1	-2	2	-2
Change	11	-1	8	-1
Engagements de financement et de garantie	25	-4	20	-4
Prestations de services	789	-393	812	-388
TOTAL	1 859	-437	1 774	-430

NOTE 26 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	1er sem 2013	1er sem 2012
Instruments de transaction	-136	700
Instruments à la juste valeur sur option (1)	66	115
Inefficacité des couvertures	12	-36
. Sur couverture de flux de trésorerie (CFH)	0	0
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	12	-36
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-455	-173
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	467	137
Résultat de change	22	20
Total des variations de juste valeur	-37	798

(1) dont 58 millions d'euros provenant de l'activité Capital Développement

NOTE 27 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	1er sem 2013			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		118	0	118
. Actions et autres titres à revenu variable	13	2	12	28
. Titres immobilisés	29	9	0	38
. Autres	0	1	0	1
TOTAL	42	130	12	185

	1er sem 2012			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		5	0	5
. Actions et autres titres à revenu variable	6	-4	20	22
. Titres immobilisés	40	39	19	99
. Autres	0	-1	0	-1
TOTAL	47	39	39	125

NOTE 28 - Produits et charges des autres activités

	1er sem 2013	1er sem 2012
Produits des autres activités		
. Contrats d'assurance	6 541	5 277
. Immeubles de placement :	1	0
- reprises de provisions/amortissements	1	0
. Charges refacturées	15	15
. Autres produits	778	894
Sous-total	7 334	6 186
Charges des autres activités		
. Contrats d'assurance	-5 468	-4 359
. Immeubles de placement :	-14	-12
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-13	-11
. Autres charges	-373	-561
Sous-total	-5 854	-4 932
Total net des autres produits et charges	1 480	1 254

Produits nets des activités d'assurance

	1er sem 2013	1er sem 2012
Primes acquises	5 098	3 891
Charges des prestations	-3 196	-3 146
Variations des provisions	-2 288	-1 227
Autres charges et produits techniques et non techniques	46	39
Produits nets des placements	1 413	1 361
Total	1 073	918

NOTE 29 - Frais généraux

	1er sem 2013	1er sem 2012 retraité
Charges de personnel	-2 316	-2 222
Autres charges	-1 555	-1 490
TOTAL	-3 872	-3 712

29 a - Charges de personnel

	1er sem 2013	1er sem 2012 retraité
Salaires et traitements	-1 440	-1 444
Charges sociales (1)	-553	-537
Avantages du personnel à court terme	-2	-1
Intéressement et participation des salariés	-114	-97
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-206	-141
Autres	-1	-2
TOTAL	-2 316	-2 222

(1) dont un produit de 20 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce montant correspond à 4% des salaires éligibles au dispositif au 30 juin 2013.

Effectifs

Effectifs moyens	1er sem 2013	1 er sem 2012
Techniciens de la banque	39 000	40 218
Cadres	22 525	21 984
TOTAL	61 525	62 202
Ventilation par pays		
France	50 505	51 713
Etranger	11 020	10 489
TOTAL	61 525	62 202

Les effectifs des sociétés Targobank Espagne et Banque Casino, consolidées par Intégration Proportionnelle, ont été repris à hauteur de la quote-part du Groupe, soit respectivement 287 et 87 personnes.

Effectifs inscrits*	1er sem 2013	1 er sem 2012
	65 103	65 848

*Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du Groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale ou proportionnelle.

29 b - Autres charges d'exploitation

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Impôts et taxes	-193	-160
Services extérieurs	-1 082	-1 055
Autres charges diverses (transports, déplacements, ...)	-38	-30
TOTAL	-1 313	-1 245

29 c - Dotations et reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Amortissements :	-242	-244
- immobilisations corporelles	-188	-189
- immobilisations incorporelles	-54	-56
Dépréciations :	0	0
- immobilisations corporelles	0	0
- immobilisations incorporelles	0	0
TOTAL	-242	-245

NOTE 30 - Coût du risque

1er sem 2013	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	18	-1	0	0	17
Clientèle	-773	741	-364	-191	50	-537
. Location financement	-3	4	-2	-1	0	-2
. Autres - clientèle	-770	737	-361	-190	50	-535
Sous total	-773	759	-365	-191	50	-521
HTM - DJM	-3	0	0	0	0	-3
AFS - DALV	-1	0	-8	-23	15	-17
Autres	-35	29	-3	-1	0	-10
TOTAL	-812	788	-376	-215	65	-551

1 er sem 2012	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	-21	23	-1	0	0	1
Clientèle	-753	741	-384	-182	54	-524
. Location financement	-3	3	-2	-2	0	-3
. Autres - clientèle	-750	737	-382	-181	54	-521
Sous total	-773	764	-384	-182	54	-522
HTM - DJM	0	0	0	0	0	0
AFS - DALV	-1	409	-461	-23	21	-55
Autres	-29	39	0	0	0	9
TOTAL	-803	1 211	-846	-205	75	-568

NOTE 31 - Gains ou pertes sur autres actifs

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Immobilisations corporelles et incorporelles	2	11
. MV de cession	-7	-5
. PV de cession	8	16
PV/MV sur titres consolidés cédés	0	1
TOTAL	2	12

NOTE 32 - Variations de valeur des écarts d'acquisition

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Dépréciation des écarts d'acquisition	-15	0
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat	0	0
TOTAL	-15	0

L'écart d'acquisition de RMA de 87 millions d'euros a été déprécié à hauteur de 15 millions d'euros durant le 1er semestre 2013.

NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	1er sem 2013	1 er sem 2012 retraité
Charge d'impôt exigible	-570	-550
Charge d'impôt différé	-17	3
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-7	1
TOTAL	-593	-546

NOTE 34 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

Éléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2013			31.12.2012		
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Actif						
Prêts, avances et titres						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 889	244	5 000	2 007	271	4 737
Prêts et créances sur la clientèle	0	0	36	0	0	36
Titres	8	0	204	12	0	354
Actifs divers	0	2	30	6	2	35
TOTAL	1 897	246	5 269	2 025	272	5 162
Passif						
Dépôts						
Dettes envers les établissements de crédit	3 168	3	1 842	3 786	3	867
Dettes envers la clientèle	0	4	2 103	0	4	2 103
Dettes représentées par un titre	85	0	1 398	115	0	1 102
Passifs divers	0	0	163	0	0	207
TOTAL	3 253	7	5 505	3 901	6	4 279
Engagements de financement et de garantie						
Engagements de financement donnés	0	170	0	0	76	0
Engagements de garantie donnés	0	17	69	0	21	60
Engagements de financement reçus	0	0	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus	0	0	330	0	0	282

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	1er sem 2013			1 er sem 2012		
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Intérêts reçus	7	2	45	12	0	40
Intérêts versés	-6	0	-34	-22	0	-29
Commissions reçues	0	0	4	0	0	4
Commissions versées	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges	19	2	-24	27	2	-20
Frais généraux	0	4	-5	0	4	-4
TOTAL	20	8	-14	17	6	-9

Les "Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale" correspondent aux autres fédérations régionales du Crédit Mutuel non affiliées au groupe CM11-CIC.

Pour les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, Banque Casino, Bancas et Targobank Espagne, les montants comprennent la part non-éliminée des intercos en consolidation.

**RAPPORT DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Groupe CM11-CIC

Période du 1er janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CM11-CIC, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 1er août 2013

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand